

**SAMEDI 25 AVRIL  
LE GRAND DÉBAT**

# **LA GRÈCE VA-T-ELLE S'EN SORTIR ?**





**P**our la première fois en Europe, une expression partidulaire progressiste vient d'accéder au pouvoir dans un Etat de l'Union.

Que fait, chez nous, «la gauche de la gauche» ?

Pour l'essentiel, rien : elle reste comme avachie et sans voix. Alors qu'il s'agit là d'un événement social majeur, comme on n'en a jamais vu ces quinze dernières années : mettre fin aux agissements meurtriers qui ont laminé un pays tout entier, et de fond en comble.

Or, depuis le 25 janvier dernier et le plébiscite qui a envoyé *Syriza* au pouvoir, s'est engagé un terrible bras de fer entre Bruxelles et Athènes. Une leçon politique «grandeur nature», administrée en direct, qui prouve –au fil des jours– combien les autorités européennes sont décidées à ne laisser aucune marge de manœuvre à un gouvernement pourtant élu démocratiquement.

*Syriza* ? Cette grande Coalition s'est toutefois engagée dans une démarche irréaliste : vouloir en finir avec l'austérité, tout en restant dans «la zone euro». Une double prétention qu'il est, en réalité, impossible de coaliser : car l'appartenance à l'euro implique nécessairement la soumission aux Traités, lesquels constitutionnalisent l'austérité à perpétuité et le remboursement –jusqu'aux derniers *cents*– de toutes les dettes dues (fussent-elles «odieuses»)...

Face à cette situation schizophrénique, de plus en plus de voix s'expriment désormais en Grèce pour exiger du gouvernement hellène un changement de cap... aussi radical que l'intransigeance affichée par la *Commission européenne*, les dirigeants de l'*Eurogroupe*, la *BCE* et le *FMI*.



Dans cinq semaines, le gouvernement *Syriza* sera d'ailleurs confronté au diktat imposé par «les institutions de Bruxelles» : leur préciser, dans le moindre détail, l'ensemble des réformes structurelles (relance des privatisations, exacerbation des licenciements de masse, recul de l'âge de départ à la pension, diminution continuée des salaires...) qui sont la condition *sine qua non* à l'octroi de nouvelles «aides» financières à la Grèce.

Question : Aléxis Tsípras et Yánis Varoufákis pourront-ils encore louvoyer ?

Pour répondre à ces défis qui, au-delà du «cas grec», interrogent toute stratégie de sortie de crise, il nous faut alimenter le débat, sans avoir peur des controverses...

**C'est l'ambition du samedi 25 avril après-midi, où l'on pourra discuter avec Yiorgos VASSALOS (l'un des responsables de «l'Initiative de solidarité avec la Grèce qui résiste») du processus de radicalisation en train de traverser *Syriza* et la société progressiste grecque.**

### **DÉTAILS PRATIQUES**

**Quand ?** Le samedi 25 avril,  
de 15 à 16 heures 30

**Où ?** 61 rue de la Victoire à Saint-Gilles (au siège de l'UPJB).

**Accès :** Métro «*Porte de Hal*»

**Organisation :** Attac-Bruxelles [1]

Le 20 mars dernier, la chancelière allemande Angela Merkel définissait ainsi l'issue laissée au Premier ministre Alexis Tsípras : «*Le gouvernement grec a la possibilité de choisir différentes réformes en suspens depuis le 10 décembre, et de les remplacer par d'autres dès lors qu'elles ont le même effet*». «Le même effet» ? Du taux de suicides ascensionnel (+ 35% après les mesures d'austérité engagées en 2011) aux malades mourant faute de médicaments, les résultats du traitement de choc infligé au peuple grec évoquent une expérimentation de dislocation sociale jamais vue à aussi grande échelle. Mais ce tableau crépusculaire largement détaillé s'est encore assombri, tout dernièrement, de révélations inédites plombant un bilan déjà épouvantable.

Entre 2008 et 2012, les revenus avant impôt des Grecs ont certes baissé de 22,6 % et les seuls salaires ont été scalpés de 27,4 %. Mais ce régime ne s'est pas appliqué de façon uniforme, loin s'en faut : les 10% des salaires les plus faibles ont, en réalité, plongé de 34,6%. De même, les 10% des ménages les plus pauvres ont perdu en cinq ans 86,4% de leurs revenus.

On objectera que les bonnes fées penchées sur le brancard grec n'ont jamais prétendu ressusciter les morts. N'empêche, la baisse des salaires se justifiait, selon les experts la Troïka, tel un outil stratégique pour restaurer la compétitivité. Mais sur ce plan, l'échec est si cuisant qu'il relève presque du cas d'école : en 2014, malgré le coup de tranchoir salarial, «*les exportations étaient inférieures de 11,9 % à celles de l'année précédant la crise*». De surcroît, pour atteindre l'équilibre budgétaire –et même un surplus– dicté par les créanciers, les coupes dans les dépenses publiques se sont accompagnées d'une hausse massive d'impôts. Dans ce domaine aussi, l'iniquité a prévalu. Entre 2008 et 2012, le fardeau fiscal a crû de 337,7% sur les faibles revenus. Conséquence ? À Bruxelles, Paris et Berlin, un tel bilan chasse toute hésitation : en avant, continuons !



C'est d'ailleurs le message pilonné, depuis des semaines, par les médias europhiles (toutes tendances confondues).

*«"La zone euro" n'est pas un tripot dans lequel chacun pourrait jouer comme il le veut. Un Traité est un Traité»,* avait amorcé le quotidien allemand *Bild*... *«Les Grecs doivent payer».*

Et dès le 4 février, la BCE faisait pression sur les nouvelles autorités d'Athènes, en coupant les financements aux banques grecques. *«La Banque centrale européenne, en signifiant qu'elle fermait les robinets à liquidités de la Grèce, n'est ni dictatoriale ni inhumaine»,* expliquera, béate, Béatrice Delvaux (l'éditorialiste en chef du journal *Le SOIR*)... : *«la BCE se doit de montrer qu'elle peut être créative. Son contrat, ici, était clair : elle pouvait prêter à la Grèce si celle-ci respectait une série de conditions. Ce n'est plus le cas, elle arrête donc son financement. Logique et surtout sain. Pour Tsípras et les siens, c'est un retour sur terre, brutal et rapide, mais inévitable. S'ils souhaitent rester dans l'euro, ils doivent accepter des compromis : renoncer à l'effacement de la dette ; accepter la remise en ordre budgétaire; libéraliser certains pans de l'économie».* Autrement dit : si la Grèce ne poursuit pas les réformes (sur lesquelles ses précédents dirigeants s'étaient engagés), la BCE est prête à asphyxier le pays récalcitrant.

Une fermeté formulée sèchement par le ministre belge, le NVA Johan Van Overtveldt : les Grecs *«n'ont d'autre choix que de poursuivre les assainissements et restructurations. Et ne doivent pas oublier que s'engager dans une union monétaire, c'est prendre des engagements forts de discipline budgétaire, de flexibilisation de l'économie».* D'ailleurs, *«c'est à eux de trouver une solution qui renforce "la zone euro". J'ai entendu le Premier ministre Aléxis Tsípras déclarer qu'il allait mettre en œuvre son programme gouvernemental et ignorer les exigences des pays de l'eurozone. C'est impensable. La Grèce doit poursuivre le programme de réformes, dans son propre intérêt et celui de toute "la zone"».*

Pour son collègue «socialiste» français, Michel Sapin, même topo : *«Nous souhaitons un dialogue. Avec un principe : le respect par la Grèce de toutes les règles européennes».* *«Une dette est une dette. Rembourser est un devoir éthique pour un État de droit»* (Marine Le Pen, 4 février). D'ailleurs, selon le Commissaire Pierre Moscovici, *«la question est de savoir, maintenant, si le gouvernement grec est capable de présenter un programme de réformes sur lequel il n'a pas été élu».*



Face à un tel acharnement, la position du gouvernement grec ne laisse pas de surprendre.

Florilège. *«Syriza n'est pas un ogre pour l'Europe, mais la voix de la raison. C'est le réveil-matin qui tirera l'Union de son somnambulisme»* (Aléxis Tsípras, 7 janvier). *«Le nouveau gouvernement est prêt à collaborer et négocier une solution juste qui bénéficie à tous»* (Tsípras, 26 janvier). Se disant à la tête d'un gouvernement de *«salut national»*, le Premier ministre précise : *«Nous n'entrerons pas dans un affrontement mutuellement destructeur»* (28 janvier)...

Début février, à Bruxelles, Tsípras se dit *«confiant»* : *«L'histoire de l'Union européenne est faite de désaccords mais, à la fin, il y a un compromis...»*. L'objectif est *«à la fois de respecter la souveraineté du peuple grec, et de respecter les règles de l'Union européenne»*. Le grand écart.

Même à la veille de l'*Eurogroupe* du 20 février (réunion qui verra le ministre des Finances Yánis Varoufákis accepter un accord épouvantable), ce dernier affirmera : *«Tant les Grecs que le reste de l'UE feront tout ce qu'il faut pour éviter un résultat qui affaiblisse l'unité de "la zone euro"»*.

La suite confirmera cette schizophrénie. Le 30 mars, Tsipras déclare rechercher *«un compromis honnête»* avec les créanciers du pays... *«Nous allons vers un accord avec les partenaires demain ou après-demain»*, affirmera le ministre adjoint Dimitris Mardas, absolument *«optimiste»* sur une solution équitable et rapide avec l'UE et le FMI....

*«Le gouvernement grec remplira toujours ses obligations vis-à-vis de tous ses créanciers et c'est ce qu'il compte faire à l'infini»*, précisera Yánis Varoufákis, à l'issue de sa rencontre avec la Directrice du FMI, Christine Lagarde...



Le parti au pouvoir en Grèce avait clairement écarté en 2012 l'option d'une sortie de l'euro, une option défendue par l'aile gauche de la *Coalition radicale*. Mais face à l'inflexibilité des «partenaires» européens, le sujet est redevenu aujourd'hui le débat primordial.

Ainsi deux membres éminents du Comité central de *Syriza*, Costas Lapavitsas et Stathis Kouvelakis (qui avaient jusque là mis en sourdine leur divergence avec la ligne majoritaire) multiplient depuis quelques semaines les interviews présentant la rupture avec «la zone euro» comme le seul moyen d'échapper à la dépression sociale et économique. Selon eux, «l'accord» trouvé *in extremis* le 20 février dernier achète certes du temps, mais confirme l'impasse dans laquelle se trouve la Grèce : les nouveaux engagements pris par Tsípras sur le remboursement intégral de la dette et le maintien d'un excédent primaire «adéquat» sont incompatibles avec les promesses de campagne sur l'arrêt de l'austérité. D'autant plus qu'une partie des ressources sur laquelle comptait le gouvernement pour financer les mesures «humanitaires» n'est plus disponible : le Fonds alimenté par des prêts européens, et dédié à la recapitalisation des banques grecques, n'est plus sous contrôle du gouvernement d'Athènes, précisément pour éviter qu'il soit utilisé autrement que pour soutenir les banques.

*«Changer le nom de la Troïka en "Institutions", celui du Mémoire en "Accord" et celui des créanciers en "partenaires"... ne modifie en rien la situation antérieure»*, avait déclaré au lendemain du 20 février le député européen Manolis Glezos, s'excusant auprès des Grecs d'avoir contribué à entretenir un certain illusionnisme dans les esprits.

Or ces voix ne sont pas isolées au sein de la coalition gouvernementale. Le 27 février, un tiers du groupe parlementaire a manifesté son opposition à «l'accord» avec *l'Eurogroupe* lors d'un vote indicatif. Et six ministres ont exprimé la même désapprobation, rejoints par la Présidente de l'Assemblée nationale, Zoé Kostantopoulou. Idem le 1er mars, lors de la réunion du Comité central du parti, où l'aile gauche –emmenée par le ministre de la reconstruction productive Panagiotis Lafazanis– a rassemblé 41% des voix sur un amendement rejetant le Document imposé par «le Groupe de Bruxelles» dix jours plus tôt.

*«Pour la Plateforme de gauche, le gouvernement doit sortir du cadre des accords signés et mettre en œuvre certains de ces engagements-phare, en se passant de l'aval préalable des "Institutions", a affirmé Stathis Kouvelakis. En vue des négociations de juin, l'aile gauche propose "un plan alternatif", qui n'hésiterait pas à prendre des mesures unilatérales –y compris, en cas de nouveau chantage à la liquidité, une rupture avec le cadre de l'euro»*.

*«La stratégie, qui consiste à espérer obtenir un changement radical au sein du cadre institutionnel de la monnaie unique, s'est épuisée, a aussi commenté C. Lapavitsas. Cette stratégie nous avait rapporté un fort succès électoral car elle promettait au peuple grec de le libérer de l'austérité sans avoir à subir de rupture dramatique avec l'eurozone. Hélas, les événements nous montrent désormais avec certitude que ceci est impossible»*.



**SAMEDI 25 AVRIL**  
**LE GRAND DÉBAT, À 15 HEURES**  
**AU 61 RUE DE LA VICTOIRE**

*attac* BRUXELLES 1